

Initiatives ministérielles

Les mêmes vieux conservateurs étaient là lors de la dernière crise, lorsque le président des États-Unis de l'époque, M. Hoover, avait lancé cette phrase célèbre: «*Root hog or die—Root hog or die*». La libre entreprise pour les pauvres. La libre entreprise pour la classe moyenne, mais le socialisme pour les riches.

Jetons un coup d'oeil sur les banques au pays. Celles-ci sont protégées par une sorte d'office de commercialisation, précisément le mécanisme qu'ils veulent détruire dans le cas des agriculteurs. En fait, la Banque du Canada est une forme d'office de commercialisation: elle fournit les devises et assure le contrôle monétaire des cinq principales banques privées au pays, elle est une institution publique qui protège ces banques privées, celles-ci réalisent actuellement des bénéfices plus élevés que tout autre secteur commercial au pays, et elles sont protégées par le gouvernement. Les banques ont réalisé des bénéfices de 4 milliards de dollars l'an dernier—ainsi, les très riches se voient garantir une protection à l'égard d'une somme de 4 milliards de dollars, alors que les pauvres et les chômeurs ne reçoivent aucune aide du gouvernement.

Une voix: Les banques paient des impôts.

M. Barrett: Ah, elles paient des impôts. En fait, si les banques payaient des impôts au même taux que les commis qui travaillent pour elles, nous nous en porterions tous beaucoup mieux. Les commis de banque versent un pourcentage plus élevé de leur salaire que les banques elles-mêmes. N'essayez pas de me faire croire que les banques paient leur juste part d'impôts. Celles-ci sont protégées par le gouvernement et par une institution socialiste qu'on appelle la Banque du Canada.

De même, les compagnies d'assurances au pays sont prospères, riches et très solides. Les choses vont encore plus loin puisque même une banque indépendante serait privilégiée en vertu de l'accord nord-américain de libre-échange avec le Mexique. Monsieur le Président, je signale à votre attention un rapport qui n'a pas été publié au Canada mais bien aux États-Unis. En fait, au Canada, contrairement à ce qui se passe au Mexique et aux États-Unis, les parlementaires n'ont toujours pas été informés du projet d'entente entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Les sénateurs mexicains ont eu une séance d'information, de même que les membres du Congrès américain, mais non les parlementaires canadiens. Quoi que vous ayez l'intention de signer, ne nous en informez surtout pas.

Je me reporte à l'édition de ce matin du *Financial Post*—qui, soit dit en passant, n'appuie pas le Nouveau Parti démocratique. Si c'était le cas, je n'achèterais pas ce journal. Voici ce qu'on lit ce matin dans le *Financial Post*: «Washington—Selon une étude peu réjouissante publiée

hier, le Canada sera le seul pays à souffrir d'une entente nord-américaine de libre-échange».

Une voix: Par qui?

M. Barrett: Attendez! J'y viens! Ne vous énervez pas! Je sais que le député est de plus en plus angoissé et tendu, mais qu'il reste calme! Mon intervention est conforme au Règlement.

D'après l'Institute for International Economics, dont les prévisions pour le Canada sont les plus sombres de toutes les prévisions sérieuses à avoir été faites au cours de ce débat sur l'accord de libre-échange controversé, le Mexique va gagner 600 000 emplois, les États-Unis vont en gagner 130 000, mais le Canada va en perdre 5 000. Pourquoi parler d'études sérieuses? Parce que le gouvernement n'a produit à la Chambre aucun document sur sa position dans les négociations de cet accord. C'est l'agence Southam News qui, en invoquant la Loi sur l'accès à l'information, a eu accès aux documents qu'il avait mis au point pour ses propres séances d'information sur la position canadienne. Ces documents montrent exactement la même chose, à savoir que, dans les négociations de l'accord avec le Mexique, le gouvernement se trouve en terrain miné. Qu'il soit clair et bien entendu que le gouvernement est encore en train de brader notre pays comme il l'a fait avec l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Je n'ai pas l'intention d'être négatif pendant toute la période de 20 minutes dont je dispose. Je veux proposer au gouvernement des façons positives de sortir de ce pétrin. Il faut comprendre à quel point le gouvernement a été stupide, bête et bouché dans les négociations de l'accord nord-américain de libre-échange avec le Mexique. Voici qu'une étude menée par une honorable organisation américaine en vient exactement aux mêmes conclusions que les séances d'information privées du gouvernement.

Ne partez pas, monsieur le député, je n'ai pas encore terminé. Cette étude montre en outre l'écart frappant qui sépare le déficit commercial de deux milliards de dollars qu'ont accusé les États-Unis en 1990 dans leurs échanges avec le Mexique et l'excédent de neuf milliards de dollars dont ils vont bénéficier sur ce chapitre en 1995. Les États-Unis porteront un autre coup à notre économie en important plutôt du Mexique que du Canada. Pourquoi pas? En vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, ceux-ci peuvent être forcés d'acheter un produit canadien, mais si nous englobons le Mexique dans l'accord, ils préféreront de toute évidence l'équivalent mexicain. Pourquoi ne le feraient-ils pas? N'importe quel idiot peut comprendre cela. Au Canada, les salaires sont plus élevés qu'au Mexique. En moyenne, on y paie un salaire de 12 \$ à 14 \$ l'heure pour un travail manufacturier dans les secteurs secondaire et tertiaire. Le même travail est payé 80c. l'heure au